



Assemblée générale

Distr. générale
26 août 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 139 de l'ordre du jour provisoire*

Projet de budget-programme pour 2025

Projet de budget-programme pour 2025

Titre II

Affaires politiques

Chapitre 3

Affaires politiques

Missions politiques spéciales

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

Sixième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget-programme pour 2025

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses des missions politiques spéciales, dans lequel figurent les prévisions de dépenses de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour 2025 ([A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.5](#)). À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 13 août 2024.

2. Dans le premier additif au chapitre 3 (Affaires politiques) de son rapport sur le projet de budget-programme pour 2025 ([A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.1](#)), le Secrétaire général donne un aperçu général des ressources demandées pour 2025 au titre de 36 missions politiques spéciales et des questions intéressant ces missions en général. Des renseignements détaillés sur chaque mission politique spéciale sont donnés dans cinq autres additifs¹, qui sont consacrés aux besoins propres aux missions relevant des

* [A/79/150](#).

¹ [A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.2](#), [A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.3](#), [A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.4](#), [A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.5](#) et [A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.6](#).



groupes thématiques I à III, à la MANUA et à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI).

3. Les ressources demandées au titre du Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar (groupe thématique I), dont le mandat a été arrêté par l'Assemblée générale, sont englobées dans le montant total des ressources demandées pour l'ensemble des missions politiques spéciales dans le rapport du Secrétaire général consacré au groupe thématique I, et le mandat du Bureau sera porté à l'attention de l'Assemblée conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de celle-ci.

4. Le Comité consultatif s'intéresse aux questions concernant les missions politiques spéciales en général dans son rapport principal ([A/79/7/Add.1](#)), tandis que ses observations et recommandations sur les prévisions budgétaires relatives aux groupes thématiques I à III ainsi qu'à la MANUA et à la MANUI font l'objet de rapports distincts².

II. Exécution du budget en 2023 et 2024 et ressources nécessaires pour 2025

A. Mandat et hypothèses budgétaires

5. Le projet de budget de la MANUA pour 2025 est fondé sur les dispositions de la résolution [2727 \(2024\)](#), par laquelle le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MANUA jusqu'au 17 mars 2025. Le Secrétaire général décrit les activités d'exécution du mandat de la Mission au paragraphe 2 de son rapport ([A/79/6 \(Sect.3\)/Add.5](#)).

B. Informations sur les ressources pour 2023, 2024 et 2025

6. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif s'est vu communiquer des informations sur les ressources demandées pour 2025 pour la MANUA par rapport aux ressources approuvées pour 2023 et 2024, ainsi que sur les dépenses engagées en 2023 et de janvier à juin 2024, comme indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1

Exécution du budget et montant total des ressources nécessaires (déduction faite des contributions du personnel)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024		2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Dépenses effectives (janvier-juin)	Total des ressources demandées	Augmentation / (diminution) entre 2024 et 2025
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) – (3)
Militaires et personnel de police	24,6	15,3	28,7	7,6	23,7	(5,0)
Personnel civil	94 355,5	92 749,3	93 000,9	48 773,4	92 904,9	(96,0)
Dépenses opérationnelles	38 099,1	36 300,3	34 295,1	17 060,6	33 190,7	(1 104,4)
Total	132 479,2	129 065,0	127 324,7	65 841,6	126 119,3	(1 205,4)

² [A/79/7/Add.2](#), [A/79/7/Add.3](#), [A/79/7/Add.4](#), [A/79/7/Add.5](#) et [A/79/7/Add.6](#).

7. En 2023, les dépenses se sont élevées à 129 065 000 dollars pour des crédits ouverts d'un montant de 132 479 200 dollars, soit un taux d'utilisation des crédits de 97,4 %. Au 30 juin 2024, le montant des dépenses s'élevait à 65 841 600 dollars, alors que celui des crédits ouverts s'établissait à 127 324 700 dollars, soit un taux d'utilisation de 51,7 %. Le Comité consultatif prend note de l'importante sous-utilisation des crédits alloués au titre des opérations aériennes en 2023 (57,2 % des crédits sous-utilisés), due au non-déploiement d'un hélicoptère et d'un avion (voir par. 41 à 45 ci-dessous) et compensée en partie par un dépassement des crédits alloués au titre des communications et de l'informatique (dépassement des crédits à hauteur de 54,7 %), lui-même principalement imputable à l'augmentation des besoins en matériel de communication et de matériel informatique (voir par. 30 ci-dessous).

C. Ressources proposées pour 2025

8. Comme le montre le tableau 1, les prévisions de dépenses de la MANUA pour 2025 s'élèvent à 126 119 300 dollars, soit une diminution de 1 205 400 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2024 (127 324 700 dollars). Cette diminution s'explique par une réduction des besoins dans toutes les catégories de dépenses, à savoir : a) une diminution proposée de 5 000 dollars au titre des dépenses des militaires et du personnel de police (A/79/6 (Sect. 3)/Add.5, par. 64) ; b) une diminution proposée de 96 000 dollars au titre des dépenses de personnel civil, qui correspond à l'incidence nette d'une diminution des dépenses au titre des agents locaux, elle-même due à l'application d'un taux de vacance plus élevé qu'en 2024 et à la suppression proposée de 23 postes, d'une diminution des dépenses au titre des postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national, qui tient à l'application d'un taux de vacance plus élevé, d'une diminution des ressources demandées au titre des Volontaires des Nations Unies, qui s'explique par le partage des coûts relatifs aux postes médicaux soumis à recrutement international, partiellement contrebalancée par le fait qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire 16 emplois de Volontaires des Nations Unies soumis à recrutement national, et d'une augmentation des dépenses au titre du personnel recruté sur le plan international, qui tient à l'application d'un taux de vacance plus faible, l'application d'un coefficient d'ajustement plus élevé et la création proposée de deux postes [ibid., par. 29 a)] ; c) une diminution proposée de 1 104 400 dollars au titre des dépenses opérationnelles, qui tient compte de l'incidence nette d'une diminution des dépenses au titre des installations et infrastructures pour la sécurité, l'entretien et le carburant, d'une diminution des besoins au titre des opérations aériennes du fait de la baisse des coûts de location et des coûts opérationnels et d'une réduction du nombre d'heures de vol prévues, et d'une diminution des frais médicaux, qui tient à la diminution de la part des dépenses afférentes aux services médicaux partagés imputable à la Mission par rapport à 2024, toutes ces diminutions étant partiellement compensées par une augmentation des dépenses au titre des communications et de l'informatique pour le remplacement de matériel obsolète et la mise à niveau des systèmes de surveillance des périmètres [ibid., par. 29 b)]. On trouvera à la section B.4 du rapport du Secrétaire général un récapitulatif des principaux facteurs contribuant aux variations entre les ressources approuvées pour 2024 et les ressources proposées pour 2025.

1. Militaires et personnel de police

9. Les prévisions de dépenses relatives aux militaires et au personnel de police pour 2025 s'élèvent à 23 700 dollars, soit une augmentation de 5 000 dollars (17,4 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2024, et correspondent aux coûts afférents au déploiement d'un(e) observateur(trice) militaire. Cette diminution tient au fait que les crédits précédemment prévus pour l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité ont été supprimés à la suite d'un examen de l'évolution des dépenses (ibid., par. 64). Le

Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général concernant les militaires et le personnel de police soient approuvées.

2. Personnel civil

Tableau 2
Effectifs nécessaires

	<i>Nombre</i>	<i>Classe</i>
Effectif approuvé pour 2024	1 157	1 SGA, 2 SSG ^a , 1 D-2, 5 D-1, 28 P-5 ^b , 53 P-4 ^b , 56 P-3, 5 P-2, 137 SM, 1 G(AC), 126 AN ^c , 647 AL, 75 VNU recrutés sur le plan international et 20 VNU recrutés sur le plan national
Effectif proposé pour 2025	1 149	1 SGA, 2 SSG ^a , 1 D-2, 5 D-1, 27 P-5 ^b , 54 P-4 ^b , 55 P-3, 5 P-2, 133 SM, 1 G(AC), 128 AN ^c , 626 AL ^c , 75 VNU recrutés sur le plan international et 36 VNU recrutés sur le plan national
Créations	8	1 P-4, 1 P-3, 4 AN et 2 AL
Suppressions	32	1 P-5, 2 P-3, 4 SM, 2 AN et 23 AL
Réaffectations	12	1 P-3, 2 SM, 1 AN et 8 AL
Transferts	12	12 AL
Transformations	16	16 VNU

Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SM = agent(e) du Service mobile ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = sous-secrétaire général(e) ; VNU = Volontaire des Nations Unies.

^a Les dépenses afférentes à l'un des postes sont prises en charge à parts égales par la MANUA et le Bureau de la coordination des activités de développement.

^b Dont un emploi de classe P-5 et un emploi de classe P-4 approuvés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions).

^c Dont un emploi d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et un emploi d'agent(e) local(e) dont la création est proposée au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions).

10. On trouvera aux paragraphes 31 à 34 du rapport du Secrétaire général un récapitulatif des effectifs nécessaires et des changements proposés. Comme indiqué dans le tableau 2, l'effectif total proposé pour 2025 par le Secrétaire général est de 1 149 postes et emplois – à savoir 284 postes et emplois soumis à recrutement international [150 d'administrateur(trice) et fonctionnaire de rang supérieur, 133 d'agent(e) du Service mobile et 1 d'agent(e) des services généraux (Autres classes)], 754 postes et emplois soumis à recrutement national [128 d'administrateur(trice) et 626 d'agent(e) local(e)] et 111 emplois de Volontaire des Nations Unies, ce qui représente une diminution nette de 8 postes et emplois par rapport à l'effectif approuvé pour 2024. Le Secrétaire général fournit des détails sur les changements proposés en matière d'effectif pour chaque unité organisationnelle aux paragraphes 36 à 62 de son rapport. L'annexe II de ce même rapport contient des organigrammes présentant la structure organisationnelle et de la répartition du personnel proposés pour la Mission en 2025.

11. Le Comité consultatif prend note des modifications structurelles ci-après proposées pour 2025 :

a) La fusion du pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement et du pilier Gestion de la prestation de services en un nouveau pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services, lequel comprendrait le Groupe de la gestion centralisée des stocks et le Groupe de la gestion des biens, entraînant la suppression d'un poste de chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement (P-5) et le rattachement du Groupe des achats et du Groupe de la gestion des acquisitions

au pilier Gestion des opérations et des ressources [ibid., par. 49 à 51, 53 d) et e), et 54 a) et b)] ;

b) L'externalisation partielle des services de soutien psychosocial, qui entraînerait la suppression de deux postes (1 P-3 et 1 AN) (ibid., par. 54 d) et i) et 92).

12. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, pour les opérations multidimensionnelles de grande ampleur, conformément à une note d'orientation publiée en 2017 par le Département de l'appui aux missions (aujourd'hui Département de l'appui opérationnel), la Section des achats relevait du pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement. Pour les opérations de moindre envergure, la Division de l'administration des ressources humaines, en collaboration avec le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et d'autres parties prenantes, a défini des principes directeurs visant à faciliter les décisions relatives aux structures, aux fonctions, aux classes et à l'utilisation efficace de ressources existantes limitées, l'objectif étant de poursuivre les opérations tout en maintenant un certain niveau de normalisation et de séparation des tâches, le cas échéant. Ces principes directeurs ont été établis pour aider les opérations de moindre envergure qui n'étaient pas en mesure d'appliquer la structure standard reposant sur les trois piliers de la chaîne d'approvisionnement, de la prestation de services et de la gestion des opérations et des ressources, à résoudre les problèmes liés à la mise en œuvre. Le Comité a été informé que, bien que la Division de l'administration des ressources humaines soit chargée de fournir un appui particulier aux opérations de maintien de la paix en matière de structure organisationnelle dans le cadre de l'examen des besoins en personnel civil, pour les missions politiques spéciales, son rôle se limitait à formuler des recommandations et des avis afin de garantir le respect des principes directeurs relatifs à la structure d'appui dans le cadre des opérations de moindre envergure. La proposition consistant à rattacher le Groupe des achats au pilier Gestion des opérations et des ressources de la MANUA s'inscrit donc dans le cadre des efforts déployés par la Mission pour déterminer les structures, les fonctions et les ressources appropriées, tout en maintenant un niveau de normalisation adéquat et en garantissant la séparation des tâches, en particulier en matière d'achats. En outre, en réponse à ses questions, le Comité a été informé que la séparation des tâches serait maintenue au sein de la nouvelle structure à deux piliers et que le rattachement du Groupe des achats à cette dernière permettrait de garantir que les services techniques responsables du budget alloué aux dépenses de fonctionnement rendent compte au chef du pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services, et que les fonctions de gestion des achats et des contrats rendent compte au chef du pilier Gestion des opérations et des ressources.

Création

13. Le Secrétaire général propose de créer un poste de spécialiste de l'information (P-3) au sein de la Section de la communication stratégique dont le (la) titulaire aidera le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur des opérations humanitaires) à améliorer la coordination des messages et du contenu diffusés dans l'ensemble du système des Nations Unies, à renforcer l'établissement de rapports au sujet des priorités relevant de son mandat, notamment la prévention du détournement de l'aide, la sensibilisation aux changements climatiques, les questions de genre et la production de contenu en langue vernaculaire, à promouvoir les droits socioéconomiques et les droits des personnes handicapées, à appuyer la lutte antimines, et à surveiller les menaces que représentent la mésinformation et la désinformation [ibid., par. 37 b)]. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la Section comptait actuellement 16 postes, mais qu'elle ne disposait pas de capacités dédiées à l'amélioration de la coordination et de l'efficacité du contenu diffusé dans « l'ensemble des Nations Unies », c'est-à-

dire du contenu diffusé « à l'échelle du système commun des Nations Unies », ce qui impliquait de produire du contenu sur l'impact des organismes, des fonds et des programmes, les activités de sensibilisation menées conjointement et la gestion des risques. Le (la) titulaire du poste qu'il est proposé de créer assurerait donc la coordination avec le Groupe de la communication des Nations Unies afin d'élaborer des initiatives conjointes en matière de contenu et de sensibilisation, en mettant l'accent sur les priorités communes à leur mandat respectif. **Rappelant sa précédente recommandation (A/78/7/Add.5, par. 13), le Comité consultatif estime que, en l'absence d'informations détaillées sur la charge de travail, cette fonction devrait être assurée en utilisant l'effectif existant de la Section de la communication stratégique, notamment en rééquilibrant les responsabilités des membres du personnel, et recommande de ne pas créer le poste de spécialiste de l'information (P-3). Le montant de toutes les ressources opérationnelles correspondantes devrait être ajusté en conséquence.**

Réaffectation

14. Le Secrétaire général propose de réaffecter un poste de spécialiste de la conformité technique dans le domaine de l'aviation (P-3) rattaché à la Section du contrôle des mouvements et des opérations aériennes en tant qu'analyste de données (P-3) au sein du Bureau du Chef de l'appui à la mission afin de renforcer les capacités d'analyse et de gestion des données et de contribuer à l'élaboration de tableaux de bord et de rapports à l'appui de la gestion stratégique des ressources [A/79/6 (Sect. 3)/Add.5, par. 52 et 54 c) i)]. Comme suite à ses questions, il a été indiqué au Comité consultatif qu'une réaffectation était proposée lorsque les fonctions nécessaires à l'exécution du mandat avaient changé de manière significative et n'étaient plus comparables aux fonctions initialement approuvées pour un poste. **Le Comité consultatif estime que les activités correspondantes peuvent être menées à bien en utilisant les effectifs de la composante Appui à la mission et considère que le Secrétaire général devrait revoir son approche de la réaffectation des postes existants et soumettre une proposition actualisée à l'Assemblée générale pour examen dans le cadre de son prochain projet de budget. Le Comité recommande donc de ne pas procéder à la réaffectation de poste proposée.**

15. Le Secrétaire général propose de réaffecter un poste d'assistant(e) aux systèmes d'information (SM) en tant que fonctionnaire d'administration (SM) afin de répondre aux besoins administratifs quotidiens et de coordonner les fonctions liées aux ressources humaines, au budget et aux finances au bureau régional de Mazar-e Sharif [ibid., par. 58 d) i)]. **Le Comité consultatif est d'avis que la réaffectation proposée pourrait être l'occasion de faire appel à du personnel recruté sur le plan national et recommande que le poste soit réaffecté en tant que poste de fonctionnaire d'administration (AN). Le montant de toutes les ressources opérationnelles correspondantes devrait être ajusté en conséquence.**

Transfert

16. Le Secrétaire général propose de redéployer huit postes de chauffeur(se) (AL) des services opérationnels au Groupe des transports, conformément aux efforts de rationalisation des ressources visant à faire appel à une équipe centrale de chauffeurs, comme indiqué aux paragraphes 31 b) et 54 f) ii) du rapport. En outre, il est proposé de redéployer quatre postes de chauffeur(se) (AL) du Groupe des transports aux bureaux locaux (deux à Bamiyan, un à Kondozi et un à Kandahar), à l'appui d'un nombre croissant de missions effectuées par la route [ibid., par. 54 f) iii), 58 b) iii) et 59 iv) et d) i)].

17. Le Comité consultatif note que, dans le cadre de l'initiative relative à la constitution d'une équipe centrale de chauffeurs, le Secrétaire général propose

également de supprimer 17 postes de chauffeur(se) (AL) du fait de la rationalisation des activités et de l'optimisation des ressources découlant du regroupement de l'ensemble du personnel de la MANUA dans un seul complexe [ibid., par. 54 f) i)]. En réponse à ses questions, il a été précisé au Comité que, à la suite du transfert de postes de chauffeur(se), seuls les directeurs de la MANUA et six sections et groupes, à savoir le Service des droits humains (deux postes), la Section de la sécurité (trois postes), le Service des affaires politiques (deux postes), le Groupe du Coordonnateur résident et de l'équipe de pays des Nations Unies (deux postes), la Section pour la cohérence des mesures de coordination de l'aide (un poste) et la Section des services médicaux, du soutien psychosocial et de la qualité de vie (un poste), disposeraient de capacités en la matière.

18. Comme suite à ses questions sur les besoins afférents en véhicules, il a été précisé au Comité consultatif qu'outre les chauffeurs, il était possible de mettre en commun les véhicules avec les organismes, les fonds et les programmes, mais qu'il existait des limites, notamment en termes de programmes et de financement. Le Comité a obtenu, à sa demande, une liste des entités des Nations Unies disposant d'un parc de véhicules (voir annexe). **Le Comité consultatif prend note des efforts faits par la Mission pour améliorer l'efficacité de ses opérations nécessitant des chauffeurs et compte que des informations actualisées sur les enseignements à tirer seront partagées avec les entités concernées, notamment les missions politiques spéciales et les opérations de maintien de la paix. Il compte également que des efforts seront faits pour aider les membres sortant du personnel recruté sur le plan national à trouver des possibilités d'emploi au sein du système des Nations Unies, selon qu'il convient.**

Transformations

19. Dans son rapport, le Secrétaire général rappelle sa proposition d'inscrire au budget ordinaire 16 emplois de Volontaire des Nations Unies recruté sur le plan national précédemment financés au moyen de fonds extrabudgétaires afin, entre autres, de poursuivre les efforts faits par la Mission pour répondre aux préoccupations en matière de représentation équilibrée des genres (A/79/6 (Sect. 3)/Add.5, par. 33). Comme suite à ses questions, il a été indiqué au Comité consultatif qu'hormis les emplois susmentionnés, aucun emploi de Volontaire des Nations Unies précédemment financé au moyen de fonds extrabudgétaires n'était occupé par une femme au sein de la Mission. Il a été informé que le projet national des jeunes Volontaires des Nations Unies, lancé en 2019 et financé par des contributions volontaires, employait des femmes diplômées d'universités nationales en tant que Volontaires des Nations Unies afin de renforcer leurs compétences et de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle. En raison de l'imprévisibilité du financement, la poursuite du projet au-delà de 2025 était incertaine et leur inscription au budget ordinaire garantirait la stabilité de ces emplois essentiels à l'exécution du mandat de la MANUA.

20. Le Comité consultatif a reçu, à sa demande, un tableau reprenant les unités administratives concernées par les transformations proposées [voir tableau 3 ; voir également A/79/6 (Sect. 3)/Add.5, par. 37 c) iii), 40 a) iii), 53 a) à c), 54 c) iii) et e) ii), 58 a), b) iv) et e) iii)].

Tableau 3
Transformations d'emplois de Volontaire des Nations Unies

<i>Section</i>	<i>Intitulé du poste</i>	<i>Nombre d'emplois</i>	<i>Lieu d'affectation</i>
Section de la sécurité	Assistant(e) (sécurité locale)	2	Kaboul
Service des affaires politiques	Spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	3	Kaboul
Bureau du (de la) Chef de la gestion des opérations et des ressources	Assistant(e) à la coordination sur le terrain	1	Kaboul
Section des technologies	Assistant(e) de gestion de l'information (adjoint de 1 ^{re} classe)	2	Kaboul
Section des ressources humaines et de la formation	Assistant(e) chargé(e) des ressources humaines	1	Kaboul
Section du contrôle des mouvements et des opérations aériennes	Assistant(e) aux opérations aériennes	1	Kaboul
Groupe de l'approvisionnement général et des carburants	Assistant(e) aux finances	1	Kaboul
Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général			
Groupe consultatif sur les questions de genre	Spécialiste des questions de genre	1	Kaboul
Bureaux locaux	Spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1	Kaboul
	Assistant(e) aux affaires politiques (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1	Kaboul
	Spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1	Kandahar
	Spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	1	Jalalabad
Total		16	

21. Le Comité consultatif, tout en reconnaissant l'intérêt que revêt une source de financement plus sûre pour l'initiative, rappelle les critères à respecter pour inscrire un emploi au budget ordinaire (A/78/7, par. 41). Compte tenu de la situation générale et de la nécessité de renforcer les capacités du personnel recruté sur le plan national, le Comité recommande à titre exceptionnel d'inscrire au budget ordinaire deux emplois du Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général, trois emplois de la composante Appui à la mission et deux emplois du bureau régional de Kaboul pour l'exercice budgétaire 2025. Le Comité formule des observations complémentaires sur l'inscription au budget ordinaire de postes précédemment financés au moyen de fonds extrabudgétaires au chapitre I de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour 2025 (A/79/7).

Emplois financés au moyen des ressources prévues au titre du personnel temporaire (autres que pour les réunions)

22. Il est proposé de reconduire en 2025 deux emplois relevant de l'équipe du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur des opérations humanitaires) et financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions), à savoir un emploi de spécialiste hors classe de la gestion de programme (P-5) et un emploi de coordonnateur(trice) (P-4).

23. Le Secrétaire général propose de créer deux emplois de temporaire (autre que pour les réunions) (1 AN et 1 AL) dans le cadre d'un programme interne de lutte antimines afin de fournir les services précédemment assurés par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) (A/79/6 (Sect. 3)/Add.5, par. 43 à 46 et tableau 16). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le transfert des services de lutte antimines de l'UNOPS à la MANUA améliorerait la gouvernance et l'efficacité puisque ceux-ci relèveraient directement du poste existant de spécialiste hors classe de la gestion de programme (P-5), en plus d'entraîner des économies de 94 400 dollars en 2025, en tenant compte d'un taux de vacance de 50 % pour les nouveaux emplois proposés, et de 30 100 dollars par an par la suite.

Postes vacants, taux de vacance et indemnité de fonctions

24. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé qu'au 30 juin 2024, il y avait 137 postes vacants : 13 d'administrateur(trice) (1 P-5, 3 P-4, 8 P-3 et 1 P-2), 9 d'agent(e) du Service mobile, 25 d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et 90 d'agent(e) local(e). Dix de ces postes (1 P-2, 2 SM et 7 AL) étaient vacants depuis plus de deux ans : le processus de recrutement a été suspendu à différents stades en raison de la crise de liquidités de l'Organisation pour quatre d'entre eux, il a été proposé d'en supprimer deux et quatre font l'objet d'un recrutement prioritaire. **Le Comité consultatif se dit préoccupé par le nombre élevé de postes vacants et compte que la Mission pourvoira l'ensemble de ces postes, notamment ceux vacants de longue date, dans les meilleurs délais et que des informations actualisées sur l'état d'avancement des recrutements pour tous les postes en question seront communiquées à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport et dans le prochain projet de budget.** On trouvera dans le rapport principal du Comité sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales (A/79/7/Add.1) des observations supplémentaires sur les postes vacants de longue date.

25. Le Comité consultatif a obtenu, à sa demande, des renseignements sur les postes et les emplois, et les taux de vacance approuvés, sur les taux de vacance effectifs au 30 juin 2024 et sur les taux de vacance moyens enregistrés de janvier à juin 2024, ainsi que sur les postes et les emplois proposés, et les taux de vacance budgétisés pour 2025 pour la MANUA (voir tableau 4).

Tableau 4

Effectifs et taux de vacance (2024-2025)

Catégorie	2024				2025	
	Effectif approuvé	Taux de vacance approuvé (pourcentage)	Taux de vacance effectif moyen de janv. à juin (pourcentage)	Taux de vacance effectif au 30 juin (pourcentage)	Effectif proposé	Taux de vacance proposé
Militaires et personnel de police						
Observateur(trice) militaire	1	—	—	—	1	—
Personnel civil						
Personnel recruté sur le plan international	289	9,5	8,4	9,0	291	8,3
Personnel recruté sur le plan national						
Administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national	126	10,5	20,2	21,4	126	15,5
Agent(e) local(e)	647	9,5	15,1	15,3	647	11,2

Catégorie	2024				2025	
	Effectif approuvé	Taux de vacance approuvé (pourcentage)	Taux de vacance effectif moyen de janv. à juin (pourcentage)	Taux de vacance effectif au 30 juin (pourcentage)	Effectif proposé	Taux de vacance proposé
Volontaire des Nations Unies						
Recruté(e) sur le plan international	75	12,0	4,7	2,7	75	9,3
Recruté(e) sur le plan national	20	40,0	9,2	–	20	5,0

26. Sur la base des informations complémentaires qui lui ont été fournies, le Comité consultatif constate qu'au 7 juin 2024, aucun emploi n'était pourvu depuis plus d'un an par voie d'affectation temporaire ouvrant droit au versement d'une indemnité de fonctions. Le Comité a obtenu, à sa demande, une liste des emplois occupés par des agents temporaires au 30 juin 2024 (voir tableau 5).

Tableau 5

Emplois pourvus par voie d'affectation temporaire ouvrant droit au versement d'une indemnité de fonctions (au 30 juin 2024)

Unité administrative	Classe	Titre ou fonction	Date d'expiration de l'engagement temporaire	Observations
Section de la sécurité	P-4	Analyste des informations sur la sécurité	Décembre 2024	L'affectation temporaire ne devrait pas être reconduite en 2025. Le processus de recrutement pour ce poste est à un stade avancé.
Section de la communication stratégique	P-4	Producteur(trice) vidéo/TV	Décembre 2024	Titulaire d'une affectation temporaire. L'affectation temporaire ne devrait pas être reconduite après décembre 2024. Il a été proposé de réaffecter ledit poste pour 2025.
Bureau régional de Mazar-e Charif – services administratifs	Service mobile	Fonctionnaire d'administration	Décembre 2024	L'affectation temporaire ne devrait pas être reconduite après janvier 2025.
Section du génie et de l'entretien des installations	Service mobile	Spécialiste de la gestion des installations	Décembre 2024	Le (la) titulaire conserve un droit sur le poste. L'affectation temporaire ne devrait pas être reconduite après janvier 2025.
Section de la sécurité	Service mobile	Agent(e) de sécurité	Décembre 2024	Le (la) titulaire bénéficie de l'indemnité de fonctions, qui ne devrait pas être maintenue en 2025. Le processus de recrutement pour cet emploi est à un stade avancé.

27. Le Comité consultatif examine l'utilisation de l'indemnité de fonctions dans son rapport principal sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales (A/79/7/Add.1), ainsi que dans le chapitre I de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour 2025 (A/79/7).

28. **Sous réserve des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 13, 14, 15 et 21 du présent rapport, le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général relatives aux effectifs de la MANUA pour 2025 soient approuvées.**

3. Dépenses opérationnelles

29. Les ressources demandées au titre des dépenses opérationnelles pour 2025 s'élèvent à 33 190 700 dollars, soit une diminution de 1 104 400 dollars (3,2 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2024. Le Comité consultatif a obtenu des renseignements sur ces dépenses (voir tableau 6), notamment les dépenses effectives et le montant des crédits ouverts pour 2023, les crédits ouverts pour 2024 et les dépenses au 30 juin 2024, ainsi que sur les prévisions de dépenses pour 2025.

Tableau 6

Dépenses opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024		2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts	Dépenses effectives (janvier-juin)	Total des ressources demandées	Augmentation / (diminution) entre 2024 et 2025
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)
Consultants et services de consultants	19,6	3,7	19,6	(0,7)	19,6	–
Voyages officiels	1 010,9	1 067,6	994,7	328,7	994,5	(0,2)
Installations et infrastructures	20 078,3	20 023,2	19 357,4	10 157,5	18 550,0	(807,4)
Transports terrestres	481,1	451,3	459,5	167,9	469,5	9,9
Opérations aériennes	8 210,1	3 510,8	4 422,4	2 275,6	3 998,8	(423,6)
Opérations maritimes ou fluviales	–	99,2	–	–	–	–
Communications et informatique	5 781,9	8 947,1	5 730,2	2 581,8	6 157,5	427,3
Santé	851,4	344,5	802,6	284,3	601,4	(201,2)
Fournitures, services et matériel divers	1 665,8	1 852,7	2 508,7	1 265,5	2 399,5	(109,2)
Total	38 099,1	36 300,3	34 295,1	17 060,6	33 190,7	(1 104,4)

Communications et informatique

30. Les prévisions de dépenses pour 2025 au titre des communications et de l'informatique s'élèvent à 6 157 500 dollars, soit une augmentation de 427 300 dollars (7,5 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour 2024. En 2023, les dépenses se sont élevées à 8 947 100 dollars pour des crédits ouverts d'un montant de 5 781 900 dollars ; au 30 juin 2024, elles se chiffraient à 2 581 800 dollars et les crédits ouverts étaient de 5 730 200 dollars. Le Secrétaire général indique que l'augmentation constatée dans cette catégorie de dépenses est principalement due à l'accroissement des besoins en matériel de communication et en matériel informatique, notamment le remplacement des pare-feu des points de contrôle devenus obsolètes, la mise à niveau des routeurs du réseau et la modernisation des

infrastructures de sécurité (A/79/6 (Sect. 3)/Add.5, par. 90). Le Comité consultatif note, d'après les renseignements complémentaires qui lui ont été fournis, que le dépassement de crédits en 2023 est aussi principalement dû à un dépassement au titre du matériel de communication et du matériel informatique, les dépenses au titre de cette sous-catégorie s'élevant à 5 183 100 dollars, contre des crédits ouverts de 1 229 300 dollars, qui s'explique par le remplacement d'un plus grand nombre que prévu de dispositifs de mise en réseau et de matériel radio considérés comme essentiels pour la sécurité des technologies de l'information et des communications, ainsi que par un plus grand nombre que prévu d'ordinateurs portables et de dispositifs d'alimentation électrique non interruptible pour maintenir des services fiables et sûrs. En ce qui concerne la proposition relative au matériel de communication et au matériel informatique pour 2025, le Comité a reçu, à sa demande, des informations détaillées sur les ressources prévues, reprises dans le tableau 7.

Tableau 7

Ressources prévues au titre du matériel de communication et du matériel informatique pour 2025

Description	Quantité		Montant total (en dollars des États-Unis)
	Matériel supplémentaire	Matériel remplacé	
Équipement de sécurité du réseau : pare-feu de points de contrôle	—	16	400 000
Matériel de maintenance réseau : routeurs de réseaux étendus définis par logiciel	—	14	575 000
Matériel et composants de réseaux fixes : camp intelligent des Nations Unies	15	—	350 000
Matériel de présentation audiovisuel : télévision	100	—	50 000
Accessoires pour matériel audiovisuel : kit de montage, système de diffusion audio et pièces détachées	107	—	14 300
Matériel de traitement photographique	6	—	18 900
Projecteurs et fournitures	22	—	7 000
Caméras et accessoires	18	—	18 900
Équipement et matériel de présentation vidéo et audiovisuel, et contrôleurs	22	—	4 800
Pupitres, systèmes de sonorisation et accessoires	25	—	6 600
Matériel destiné aux utilisateurs finaux : carte à puce Wi-Fi, lecteur mural et appareils portatifs	58	—	23 000
Total			1 468 200

31. En réponse à ses questions, il a été précisé au Comité consultatif que la Mission n'avait pas subi d'attaques majeures de logiciel rançonneur, ce qui pourrait s'expliquer par les investissements réalisés pour s'assurer que des systèmes étaient en place afin de dissuader et d'atténuer de telles menaces. Il a été indiqué au Comité que la mise à niveau en temps utile du matériel de cybersécurité et des pare-feu était cruciale pour prévenir les attaques potentielles de logiciel rançonneur et réduire au minimum les autres problèmes liés à la cybersécurité.

32. **Sous réserve de la recommandation qu'il a formulée au paragraphe 28 du présent rapport, le Comité consultatif recommande que la proposition du Secrétaire général concernant les dépenses opérationnelles soit approuvée.**

D. Questions diverses

Représentation géographique équitable

33. Au 30 juin 2024, sur les 258 titulaires de postes soumis au principe de la répartition géographique de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, et des agents du Service mobile, 67 (26,0 %) venaient d'États d'Asie et du Pacifique, 73 (28,3 %) venaient d'États d'Europe occidentale et d'autres États, 44 (17,1 %) venaient d'États d'Europe orientale, 9 (3,5 %) venaient d'États d'Amérique latine et des Caraïbes et 65 (25,2 %) venaient d'États d'Afrique. Le Comité consultatif a reçu des tableaux dans lesquels figurent le taux d'occupation mensuel des postes de classe P-5 et de rang supérieur, et la répartition par région de 2021 à mai 2024. Le Comité note qu'au 31 mai 2024, la Mission n'employait aucun membre du personnel de la région Amérique latine et Caraïbes et que les ressortissants des États d'Europe occidentale et autres États représentaient 58 % des 36 postes en question. Ayant posé la question, le Comité a été informé que le Secrétariat n'avait pas d'objectifs en matière de diversité des groupes régionaux, que ce soit à l'échelle du Secrétariat ou au niveau des entités. La répartition des groupes régionaux pourrait être mesurée à des fins de suivi interne au sein du Secrétariat, mais pas au niveau des entités. En outre, il a été indiqué au Comité que pour les postes soumis au système des fourchettes souhaitables, le Secrétariat appliquait le principe de la répartition géographique équitable sur la base du système des fourchettes souhaitables. Pour l'ensemble du personnel et les postes non soumis au système des fourchettes souhaitables, il appliquait les dispositions de l'alinéa 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, qui disposait que serait « dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible ».

34. Ayant reçu des informations sur la nationalité des titulaires des postes, le Comité consultatif constate qu'un certain nombre d'États Membres sont surreprésentés au sein des groupes régionaux. Par ailleurs, il a été informé que 207 membres du personnel de la MANUA atteindraient l'âge réglementaire du départ à la retraite au cours des 10 prochaines années, dont 84 dans les 5 années à venir. **Le Comité consultatif note le déséquilibre persistant en matière de représentation géographique parmi les membres du personnel de la MANUA et compte que de nouvelles mesures seront prises pour parvenir à une représentation géographique plus équitable des États Membres au sein du personnel, notamment dans le cadre de la gestion prévisionnelle des besoins en personnel et des départs à la retraite à venir.** On trouvera dans le rapport principal du Comité des observations supplémentaires sur la représentation géographique équitable ([A/79/7/Add.1](#)).

Représentation équilibrée des genres

35. Au 30 juin 2024, au sein de la MANUA, les femmes représentaient 34,9 % et les hommes 65,1 % des postes relevant de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, et des agents du Service mobile. Au niveau national, les femmes représentaient 8 % du personnel recruté sur la plan national (AN et AL) et 100 % des emplois de Volontaires des Nations Unies soumis à recrutement national. Le Comité consultatif a obtenu, à sa demande, des informations complémentaires sur les mesures adoptées à la suite de l'interdiction pour les femmes de travailler pour des organisations non gouvernementales et internationales en Afghanistan imposée en décembre 2022 par les autorités de facto, et qui ont été étendues à partir du 5 avril 2023 aux locaux des Nations Unies dans l'ensemble du pays. Il a été informé que les membres féminins du personnel bénéficiaient d'une certaine flexibilité pour pouvoir travailler de chez elles et d'une aide pour obtenir le matériel et les services

nécessaires, comme des ordinateurs portables, des forfaits Internet et des panneaux solaires, afin de garantir un accès continu à l'électricité dans l'exercice de leurs fonctions. De plus, lorsqu'elles se rendaient physiquement au bureau, elles avaient droit à une indemnité de transport supplémentaire. Il a été indiqué au Comité qu'à ce jour, l'aide fournie par la Mission n'avait pas été retirée et qu'une flexibilité maximale continuait d'être offerte au moindre signe de danger pour la sécurité des femmes qui demandaient à travailler depuis chez elles. Au début de l'année 2024, toutes les femmes membres du personnel afghan de la MANUA avaient repris le travail, sauf dans deux bureaux locaux, où elles avaient continué de travailler à distance ou depuis le bureau d'un organisme des Nations Unies où les femmes membres du personnel des Nations Unies étaient autorisées à travailler. Le Comité a été informé que, dans le cadre d'une approche coordonnée, le système des Nations Unies en Afghanistan avait veillé à la prise en compte des femmes dans ses activités en les intégrant aux messages communs envoyés à tous les niveaux des autorités de facto et aux négociations communes menées avec elles, l'objectif étant de garantir la poursuite de la fourniture d'une assistance « par les femmes, pour les femmes », et que les efforts déployés pour contrer et faire lever l'interdiction s'étaient traduits par une augmentation du nombre d'Afghanes employées par les Nations Unies par rapport aux niveaux antérieurs à l'interdiction. **Le Comité consultatif prend note des efforts faits par la Mission pour s'adapter aux restrictions imposées et compte que celle-ci les poursuivra afin d'atteindre une plus grande parité femmes-hommes à tous les niveaux, notamment dans le cadre de la gestion prévisionnelle des besoins en personnel et des départs à la retraite à venir (voir par. 34 ci-dessus).** On trouvera dans le rapport principal du Comité des observations supplémentaires sur la représentation équilibrée des genres ([A/79/7/Add.1](#)).

Partage des coûts et recouvrement des coûts

36. S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a appris que la MANUA avait fait d'importants progrès en matière d'approfondissement du partage des coûts avec les organismes, fonds et programmes. Il a également appris que le nombre de mémorandums d'accord était passé de 35 en 2020 à 55 en 2024, soit une augmentation de 57 %, et que la valeur totale de ces mémorandums était passée de 2,6 millions de dollars à 6,9 millions de dollars au cours de la même période. De plus, les accords de partage des coûts ont permis d'améliorer l'efficacité et apporté des avantages mutuels, tout en réduisant les coûts de manière significative grâce à des économies d'échelle, en particulier pour ce qui est des hébergements partagés. Le Comité a été informé que la MANUA continuait d'inciter les organismes, les fonds et les programmes à partager le financement des services de sécurité, l'objectif étant de mutualiser les coûts liés à certains postes en les réunissant au sein de mêmes bureaux locaux et de services centralisés comme le Groupe des gardes de sécurité, le Centre de coordination des réponses aux crises, le Centre des opérations de sécurité et les salles de radio.

37. Il a été précisé au Comité consultatif que le projet 2025 pour la MANUA tenait compte d'un partage accru des coûts afférents aux services entre un plus grand nombre d'organismes, de fonds et de programmes, dans un plus grand nombre de lieux. Les coûts salariaux afférents à huit postes liés aux services médicaux et 26 emplois de Volontaire des Nations Unies soumis à recrutement international, dont les titulaires viennent renforcer les capacités des Services médicaux communs et de l'Équipe d'intervention médicale des Nations Unies, sont désormais pris en charge à hauteur de 30 %, d'où une réduction de 1,6 million de dollars des ressources demandées par rapport au budget 2024. De plus, le budget 2025 tient compte de la réduction de la part des dépenses de personnel afférentes aux agents de sécurité (AL) en poste dans les bureaux locaux gérés par la MANUA incombant à cette dernière, d'où une réduction de 1,2 million de dollars des dépenses prévues. Sur la base des informations qui lui ont été fournies, le Comité constate que les frais administratifs

appliqués aux services de recouvrement des coûts sont de 7 % et que pour les services faisant l'objet d'un partage des coûts, comme les services liés aux locaux du Centre d'opérations des Nations Unies en Afghanistan et les services médicaux, ceux-ci sont de 4 %, les fonds reçus des deux sources étant crédités au fonds de recouvrement des coûts.

Bureau d'appui commun de Koweït

38. En réponse à ses questions, il a été précisé au Comité consultatif que la MANUA soutenait le Bureau d'appui commun de Koweït en finançant 47 % de ses postes (39 postes) et en couvrant 37 % de ses dépenses autres que les dépenses de personnel chaque année. Avec les 33 postes fournis par la MANUI et les 2 postes fournis par le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), ces membres du personnel appuient ensemble les 10 missions politiques spéciales clientes (la MANUA, la MANUI, le BINUH, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda, le Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban et la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie). Il a été fait remarquer au Comité que les précédentes propositions du Secrétariat, soumises en 2018, dans le cadre du projet de budget-programme 2019, et en 2022, dans le cadre du projet de budget-programme 2023, et visant à rééquilibrer la répartition des postes entre les missions contributrices, n'avaient pas été approuvées par l'Assemblée générale.

39. Le Comité consultatif a été informé, comme suite à ses questions, que la réduction des effectifs de la MANUI nécessiterait un examen des clients actuels du Bureau d'appui commun de Koweït et de la manière dont ceux-ci pourraient continuer à bénéficier d'un soutien efficace, réactif et efficient par l'intermédiaire de l'architecture globale d'appui opérationnel, sous l'égide du Département de l'appui opérationnel. De plus, il lui a été précisé que, compte tenu de l'adoption récente de la résolution 2732 (2024) du Conseil de sécurité, cet examen n'avait pas encore eu lieu, mais que ses conclusions fourniraient des éclaircissements supplémentaires sur toutes les conséquences du processus pour le Bureau d'appui commun de Koweït. **Conscient de la réduction prochaine des effectifs de la MANUI, le Comité consultatif compte que le Secrétaire général procédera à l'examen nécessaire du Bureau d'appui commun de Koweït et soumettra ses propositions à l'Assemblée générale dans le cadre de son prochain projet de budget-programme.** Le Comité examine plus en détail la question du Bureau d'appui commun de Koweït dans son rapport sur la MANUI (A/79/7/Add.4) et dans son rapport principal (A/79/7/Add.1).

Projets à effet rapide

40. Le Comité consultatif rappelle que, dans la section XVIII de sa résolution 61/276, l'Assemblée générale a défini le cadre régissant l'intégration de projets à effet rapide dans les budgets des opérations de maintien de la paix afin de renforcer la confiance dans le cadre du mandat d'une mission. Ayant demandé des précisions sur la mise en œuvre potentielle de projets à effet rapide au sein de la MANUA, le Comité a été informé que le recours à de tels projets était moins courant dans le cadre des missions politiques spéciales, en particulier celles de grande envergure basées sur le terrain, qui étaient axées sur les processus politiques et dont les capacités concrètes étaient limitées. Conformément à son mandat, la MANUA s'est donc concentrée sur la coordination de la fourniture de l'aide et sur les activités de vulgarisation plutôt que

sur l'exécution de projets à effet rapide. Le Comité examine plus en détail les projets à effet rapide dans son rapport principal (ibid.).

Vols assurés par le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

41. Le Comité consultatif a obtenu, à sa demande, un comparatif du coût des vols assurés par le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies et de ceux assurés directement par la MANUA pour 2023 et 2024. Il note que, pour les vols réguliers, le Service aérien facture à la MANUA 305 dollars par siège et par vol ; comme indiqué dans le tableau 8, pour les vols affrétés, le coût des vols fournis par le Service aérien est plus élevé que celui des vols fournis par la MANUA.

Tableau 8
Comparatif du coût des vols assurés par le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies et de ceux assurés par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
(En dollar des États-Unis)

Année	Type d'aéronef	Date du vol	Itinéraire de vol	Coût total des vols assurés par la Mission	Coût total des vols assurés par le Service aérien
2023					
	B-1900D	19 janvier	Kaboul–Kandahar–Kaboul	8 800	12 700
	B-1900D	20 janvier	Kaboul–Hérat–Kaboul	10 600	16 400
2024					
	B-1900D	8 mai	Kaboul–Mazar-e Charif–Kaboul	7 600	7 700
	B-1900D	9 mai	Kaboul–Kandahar–Kaboul	8 500	9 300
	ATR-42	9 mai	Kaboul–Kandahar–Kaboul	–	21 200

42. Le Comité consultatif a été informé que, par conséquent, la MANUA ne ferait appel aux services d'affrètement du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies que dans des cas exceptionnels, comme lorsqu'elle n'avait pas pu répondre à sa propre demande de transport d'un nombre important de représentants ou lorsque son aéronef était hors service pour cause de maintenance. À cet égard, il a également été informé que sur les trois avions approuvés, la Mission n'en utilisait actuellement qu'un seul (un aéronef B-1900D), ce qui pourrait entraîner des complications en cas d'urgence ou de maintenance de l'aéronef, et que, pour 2025, il était proposé de conserver un avion et d'assurer 700 heures de vol. En réponse à ses questions, il lui a été précisé que la fourniture de vols par le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies n'était pas dénuée de difficultés, notamment : a) le fait que le personnel de la MANUA ne bénéficiait d'aucun traitement prioritaire au regard des 24 autres membres de l'équipe de pays des Nations Unies faisant appel au Service aérien, les affectations se faisant selon le principe du premier arrivé, premier servi ; b) les problèmes liés aux réservations tardives, aux annulations de vols et à la capacité de réservation limitée à 5 membres du personnel par vol ; c) les restrictions sur le port d'armes par le personnel de sûreté rapprochée.

43. Le Comité consultatif a reçu des informations complémentaires sur le recours effectif aux vols du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies depuis 2020 (voir figure I), ainsi qu'un comparatif des coûts de location et d'exploitation effectifs de la MANUA, et des coûts effectifs encourus par cette dernière au titre des vols fournis par le Service aérien entre 2019 et 2023 (voir figure II).

Figure I
Recours au Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies
 (Nombre de sièges achetés)

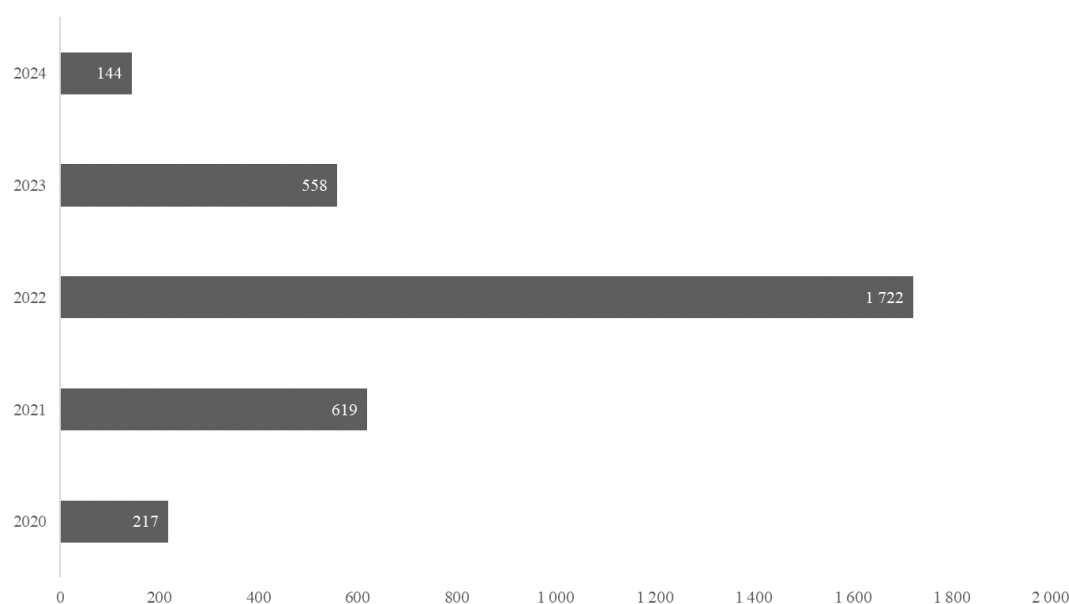
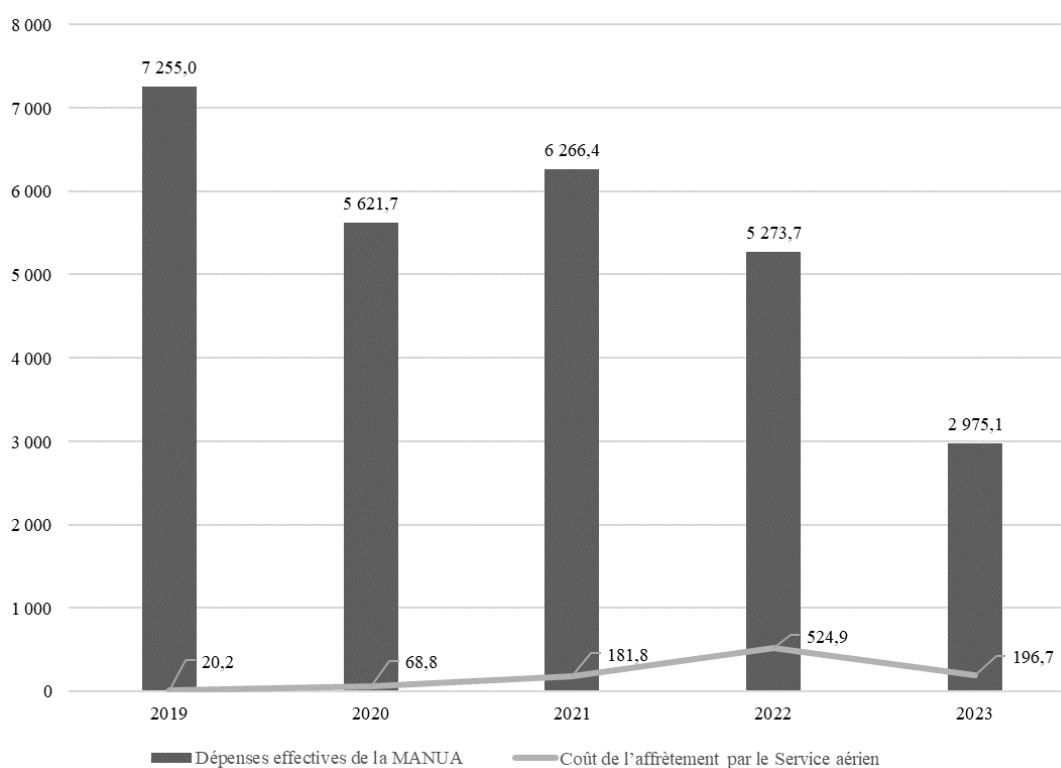


Figure II
Comparatif des coûts de location internes de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et des coûts encourus par l'intermédiaire du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies
 (En millier de dollars des États-Unis)



44. Le Comité consultatif prend note de l'augmentation rapide du recours aux vols du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies entre 2020 et 2022, suivie d'une baisse en 2023 et, pour l'instant, en 2024. Il prend également note de l'écart important entre le coût d'un vol assuré par le Service aérien, et le coût d'exploitation et d'entretien des aéronefs de la MANUA. À cet égard, il a été informé que, tant que le Service aérien conserverait sa flotte d'aéronefs actuelle, il resterait plus économique pour la Mission de faire appel à lui que d'exploiter un deuxième aéronef, dont les coûts d'exploitation étaient fixes. Toutefois, bien que la réalisation d'économies soit un facteur déterminant, le niveau d'exposition au risque devait également être pris en compte. Il a été précisé au Comité que, bien que 1 009 personnes travaillent pour la MANUA en Afghanistan (soit 21 % de l'ensemble du personnel des Nations Unies en Afghanistan et 29 % de l'ensemble du personnel recruté sur le plan international affecté dans le pays) dans 11 sites différents, le Service aérien avait un mandat très particulier, dont l'exécution était régie par un petit nombre de donateurs qui finançaient ses opérations et accordaient la priorité à l'extension de son champ d'action au personnel d'organisations non gouvernementales et à des personnes autres que les fonctionnaires des Nations Unies, dont le nombre était estimé à plus de 15 000.

45. Le Comité consultatif, prenant note des informations fournies sur le coût comparatif entre les vols assurés par le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies et ceux assurés par la MANUA, considère qu'il convient d'explorer plus avant les moyens de coopération les plus efficaces et les plus économiques, et compte qu'une mise à jour de leur incidence sur les besoins en matière d'opérations aériennes sera fournie dans le cadre de la prochaine présentation du budget.

Congé de détente

46. Lors de sa visite sur le terrain à la MANUA en mai 2024, le Comité consultatif a été informé que deux taux différents étaient appliqués au congé de détente en Afghanistan : a) environ 2 600 à 3 000 dollars pour toutes les entités des Nations Unies à l'exception de la MANUA, comme approuvé par l'équipe de pays des Nations Unies ; b) environ 900 dollars pour la MANUA et les entités du Secrétariat, comme établi par le Bureau des ressources humaines. De plus, lors de sa visite, il lui a été précisé que deux lieux de congé de détente différents avaient été désignés pour le personnel des Nations Unies affecté en Afghanistan : Istanbul (Turquie) pour l'équipe de pays des Nations Unies et Doubaï (Émirats arabes unis) pour la MANUA. Le choix de ces destinations tient compte de la logistique, de la proximité, de la sécurité et du coût des voyages, Doubaï correspondant aux critères arrêtés pour la MANUA.

47. Le Comité consultatif a été informé, comme suite à ses questions, que les principaux éléments du régime des congés de détente, tel que proposé par la Commission de la fonction publique internationale, avaient été approuvés par l'Assemblée générale dans ses résolutions [65/248](#) et [66/235](#) A et B. En outre, l'Assemblée a décidé que ledit régime serait régi par la Commission, garantissant l'adoption des éléments approuvés par toutes les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies. Il a été précisé au Comité que, dans le cadre du régime des congés de détente du Secrétariat, régi conformément aux instructions [ST/AI/2018/10](#) et [ST/AI/2018/10/Corr.1](#), le montant pris en charge au titre des frais de voyage devait correspondre au tarif le plus bas et à l'itinéraire le plus direct et que, à la suite de sa son intégration au Secrétariat en janvier 2019, le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents avait appliqué les mêmes règles que celles en vigueur pour le personnel de la MANUA, notamment le décaissement de la somme forfaitaire de 900 dollars correspondant à la destination de Doubaï. En réponse aux préoccupations concernant les difficultés rencontrées par certains

membres du personnel pour obtenir des visas de tourisme pour les Émirats arabes unis, il a également été précisé au Comité que le Bureau des ressources humaines examinait ces cas, ainsi que la possibilité de changer la destination de congé en faveur d'Istanbul, compte tenu de l'augmentation récente du nombre de vols directs à destination de cette ville depuis Kaboul.

48. Le Comité consultatif a été informé que le groupe du Réseau ressources humaines chargé des missions du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS), qui se réunissait deux fois par an ou plus selon les besoins, notamment pour faciliter la mise en œuvre harmonisée du régime des congés de détente, assurait régulièrement la coordination avec les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies et veillait à l'harmonisation des aspects liés aux congés de détente au niveau des sièges. Bien que le Secrétariat se soit efforcé, dans la mesure du possible, d'harmoniser les taux appliqués aux congés de détente et les destinations, des différences peuvent exister, les pratiques administratives variant d'une entité des Nations Unies à l'autre, comme c'est le cas des fonds et programmes administrés séparément ou des institutions spécialisées présentes en Afghanistan.

49. Le Comité consultatif estime que le Secrétaire général, en sa qualité de président du CCS, pourrait examiner et harmoniser, selon qu'il convient, les droits du personnel du système des Nations Unies en poste en Afghanistan en matière de congé de détente et les destinations proposées, et les aligner, conformément aux règles et règlements applicables, dans l'ensemble du régime commun des Nations Unies.

Annexe

Parcs de véhicules des entités des Nations Unies

1. La Mission de vérification des Nations Unies en Colombie gère un parc de véhicules similaire à celui de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Dans le cas de la Mission de vérification, les membres du personnel font une demande de transport dans le cadre de leurs fonctions, et le groupe d'attribution affecte les véhicules et les chauffeurs en conséquence. Étant donné que, contrairement à l'Afghanistan, la Colombie n'est pas un lieu d'affectation famille non autorisée, les véhicules ne sont pas utilisés pour transporter les membres du personnel vers ou depuis l'aéroport, les hôpitaux ou d'autres lieux.
2. La Mission d'appui des Nations Unies en Libye dispose d'un parc de véhicules à l'appui de l'Unité de gardes des Nations Unies, ainsi que des déplacements du personnel à Tunis et Tripoli.
3. La Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda gère un parc de véhicules au Yémen afin d'appuyer les convois effectués entre Hodeïda et Sanaa, et entre Aden et les districts du sud par d'autres missions politiques spéciales présentes au Yémen.
4. Le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti gère un parc de véhicules pour le personnel chargé des services médicaux, de la sécurité, de l'informatique et de l'ingénierie afin de leur permettre de répondre rapidement aux situations d'urgence.
5. La Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak dispose d'un parc de véhicules qui lui permet d'appuyer l'Unité de gardes des Nations Unies et de fournir des services de navette jusqu'à l'aéroport, notamment dans le cadre des déplacements du personnel entre les différents sites.
6. Le service de covoiturage de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine fait appel à des chauffeurs désignés pour fournir des services de navette et de taxi dans le cadre des déplacements des membres du personnel entre leur domicile et leur bureau, et à l'appui des délégations en visite, et, sur demande, pour prêter main forte en cas de déplacements accrus des sections ou des unités sur le terrain.
7. La Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental dispose d'un parc de véhicules pour fournir des services de navette et transporter les membres du personnel de leur logement au travail et inversement, transporter le personnel civil et militaire à l'aéroport dans le cadre de vols commerciaux et de vols des Nations Unies, et pour appuyer les délégations qui rendent visite à la Mission.
8. La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo utilise, dans une mesure limitée, un système de mise en commun des véhicules. Au sein de différents bureaux locaux, les groupes d'attribution disposent d'un petit parc de véhicules mis à la disposition des membres du personnel, sur demande. En revanche, la Mission est dotée de services d'attribution pleinement opérationnels dans tous ses lieux d'affectation afin de couvrir les besoins des délégations en visite, les rotations du personnel, les transferts et les rapatriements, ainsi que les convois routiers de la flotte blanche.